

# Le PS tient meeting contre le racisme sans pour autant faire entendre sa voix

LE MONDE | 27.11.2013 à 12h08 | Par Bastien Bonnefous

Harlem Désir somme la droite qu'il qualifie de « quasi-séditieuse » de stopper le « *PS bashing* ». Mais le patron des socialistes devrait aussi passer la consigne dans ses propres rangs. Alors que le PS organise mercredi 27 novembre son « grand meeting » parisien contre les extrémismes, les voix ne faiblissent pas en interne pour critiquer le fonctionnement de la rue de Solférino. Au fil des mois, les qualificatifs peu amènes ont fleuri : « *maison vide* », « *étoile morte* »... désormais, c'est l'image de la « *chambre froide* » qui est en vogue. « *Tout est congelé* », résume un cadre dirigeant.

L'affiche, mercredi soir, dans la salle traditionnelle de la Mutualité, est pourtant alléchante : la garde des sceaux, Christiane Taubira, flanquée des ministres de l'intérieur et de l'éducation, Manuel Valls et Vincent Peillon, prendra la parole ainsi que d'autres responsables du PRG, d'EELV et du MRC, pour « défendre la République contre les extrémismes ».

Mais l'affaire, certes indispensable, n'arrive-t-elle pas tard alors que la ministre de la justice a elle-même réagi dès le 5 novembre aux attaques racistes dont elle fait l'objet ? « *Comme d'habitude, on est à contretemps. Il aurait fallu réagir à chaud, quarante-huit ou soixante-douze heures après Taubira, et frapper les esprits* », peste un membre de la direction socialiste pourtant favorable dès le départ au rassemblement.

Depuis son université d'été de La Rochelle fin août, le PS multiplie les mobilisations contre la montée des extrêmes, avec son forum sur la République le 5 octobre jusqu'à celui sur le progrès le 23 novembre. A chaque fois, sont présents des poids lourds du gouvernement ainsi que des figures de la société civile et quelques intellectuels qui s'étaient pourtant éloignés du parti ces derniers mois. Mais ces rendez-vous ne rencontrent guère d'écho et s'achèvent bien souvent sur des positions purement incantatoires.

Dix-neuf mois après l'arrivée des socialistes au pouvoir, le PS peine toujours autant à trouver sa place et à se renover. Signe parmi d'autres de ce blocage, l'abandon en cours de route des « ateliers du changement », mis en place par Harlem Désir après sa désignation et censés faire remonter la parole des Français et des militants socialistes pour préparer la suite du quinquennat. Certains responsables fédéraux tentent bien quelques initiatives dans leurs zones d'influence, mais ils regrettent que l'impulsion ne vienne pas de Solférino.

Ces dernières semaines, la constitution des listes aux élections européennes a été l'occasion de montrer la faiblesse du centre du PS. Même si ces tractations de couloirs jusqu'au bout de la nuit sont un classique socialiste, elles ont révélé cette fois à quel point le parti n'est plus structuré en courants qui s'équilibrent, mais éclaté en autant de sensibilités concurrentes qu'il y a de ténors au gouvernement et dans

l'appareil. Une balkanisation des personnalités que le premier secrétariat est incapable de corriger.

Figure facile du bouc émissaire, M. Désir tente de se défendre de tout immobilisme. « *Le parti a fait un bon travail préparatoire sur les retraites, il pèsera dans le débat fiscal, il a réussi l'organisation des primaires pour les municipales à Marseille, ce qui n'était pas écrit d'avance* », plaide-t-il. En privé, le premier secrétaire renvoie le gouvernement à ses propres responsabilités. « *On accuse le parti d'être trop godillot mais c'est souvent lui qui doit gérer les couacs des ministres : depuis la rentrée, qui a parlé de ras-le-bol fiscal, des Roms, de la fiscalité écologique ? Pas lui* », s'agace-t-il.

Mais sa position divergente de l'Elysée dans l'affaire Leonarda Dibrani qu'il regrette aujourd'hui d'avoir exprimée publiquement a un peu plus encore fragilisé M. Désir. A écouter ses camarades, son sort de premier secrétaire serait déjà scellé, mais les élections municipales puis européennes qui approchent empêcheraient d'agir dès à présent. La semaine dernière, Jean-Christophe Cambadélis, candidat malheureux au poste en 2012, a pris date pour après les européennes de mai 2014. « *Je demanderai à ce que les socialistes débattent de la situation dans laquelle ils sont* », a prévenu le député de Paris.

Reste que l'alternative est invisible à cette heure, pouvant faire espérer à M. Désir un maintien malgré tout à long terme. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture et proche de François Hollande, ne veut pas prendre la succession lors d'un congrès extraordinaire fin 2014 ; Guillaume Bachelay, numéro deux dans l'organigramme du PS, ne fait pas consensus, comme M. Cambadélis, qui brigue par ailleurs la future présidence du Parti socialiste européen. Quant aux hypothèses Vincent Peillon ou Benoît Hamon, personne n'y croit sérieusement. « *Hollande n'a toujours pas trouvé la perle rare socialiste. Si elle existe* », ironise un cadre.